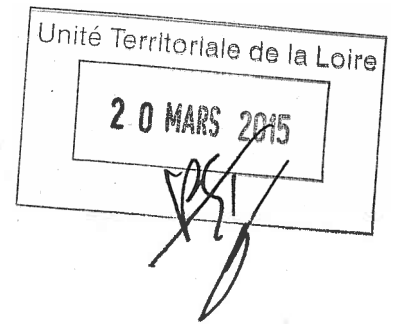




PRÉFET DE LA LOIRE

ARRETE N°36/DDPP/2015
portant mise en demeure

Le préfet de la Loire



VU le Titre 1er du Livre I et du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment les articles, L.171-8, L.511-1,

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 13 août 2004 réglementant l'exploitation par la société FRANCE BOIS IMPREGNES (FBI) d'une installation de traitement du bois située au lieu dit « Le Cerizet » sur la commune de BOISSET LES MONTROND,

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 18 février 2015, faisant suite à l'incendie survenu dans l'installation de traitement du bois le 12 février 2015, au lieu dit « Le Cerizet » sur la commune de BOISSET LES MONTROND,

CONSIDERANT que l'exploitant de la société FBI située au lieu dit « Le Cerizet » sur la commune de BOISSET LES MONTROND, ne respecte pas les prescriptions des articles 4.7.1, 6.1.2 et 1.3 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 13 août 2004,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de la société FBI, située au lieu dit « Le Cerizet » sur la commune de BOISSET LES MONTROND, de respecter les prescriptions des articles 4.7.1, 6.1.2 et 1.3 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 13 août 2004, afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L.511.1 du code de l'environnement,

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la LOIRE,

ARRETE
ARRÊTÉ**Article 1 :**

L'exploitant de la société FRANCE BOIS IMPREGNES, située au lieu dit « Le Cerizet » sur la commune de BOISSET LES MONTROND, est mis en demeure de respecter, **dans un délai de 3 mois**, les prescriptions des articles 4.7.1, 6.1.2 et 1.3 suivants de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 13 août 2004 comme suit :

- mettre en place un dispositif de confinement des eaux d'extinction
- d'identifier et de localiser les risques encourus pour chaque zone, et de mettre en place des systèmes de détection incendie appropriés au niveau des installations;
- déposer un dossier de mise à jour des conditions d'implantation, d'exploitation et d'aménagement des installations.

Article 2 :

En cas de non respect de l'article 1 du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales, il pourra être fait application des mesures prévues par les articles L.171-8 du Code de l'Environnement.

Article 3 – Délais et recours :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

1) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 4 – Publicité :

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du Code de l'Environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposé aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Boisset Les Montrond pendant une durée minimale d'un mois.

Madame le maire de Boisset Les Montrond fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de la Loire, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société la société FRANCE BOIS IMPREGNES.

Article 5 – Exécution :

Monsieur le Sous-Préfet de MONTBRISON, Madame la Directrice Départementale de la Protection des Populations, Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du logement chargée de l'Inspection des Installations Classées, Madame le Maire de Boisset Les Montrond sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la mairie de Boisset Les Montrond et à la société FRANCE BOIS IMPREGNES.

Fait à Saint-Étienne, le **13 MARS 2015**



Fabien SUDRY

Copies adressées à :

- Société FRANCE BOIS IMPREGNES (FBI)
« Le Cerizet »
BOISSET LES MONTROND
- Monsieur le Sous-Préfet de MONTBRISON
- Madame le maire de Boisset Les Montrond
- Inspection des installations classées DREAL – Unité Territoriale de la Loire
- Archives
- Chrono